

Vu le décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement-II, notamment le titre IV, chapitre Ier, section 2, sous-section 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 décembre 1997 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 22 octobre 1992 relatif aux modalités d'approbation des tableaux horaires du premier degré, du deuxième degré, de la troisième année du deuxième degré de l'enseignement secondaire professionnel qui sert d'année de perfectionnement, du troisième degré, de la troisième année du troisième degré de l'enseignement secondaire général et artistique préparatoire à l'enseignement supérieur, et de la troisième année du troisième degré de l'enseignement secondaire technique, artistique et professionnel qui, dans l'enseignement secondaire à temps plein, sert d'année de spécialisation, modifié par les arrêtés ministériels des 18 décembre 1992, 24 février 1995, 18 octobre 1995, 3 octobre 1996 et 28 février 1997;

2° l'arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux modalités d'approbation des tableaux horaires du quatrième degré de l'enseignement secondaire à temps plein, modifié par les arrêtés ministériels des 3 octobre 1996 et 28 février 1997.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 1998.

L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2107

[C - 98/27478]

23 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux chèques-formation

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er};

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment les articles 2 et 23, § 1^{er};

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 6 avril 1998;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 10 mars 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 janvier 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 1998;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le « Ministre » : le Ministre qui a l'Emploi et la Formation dans ses attributions;

2° le « FOREm » : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

3° le « chèque-formation » : le chèque dont le montant est déterminé à l'article 3 permettant le paiement par l'entreprise via le travailleur d'une heure de formation dispensée par un opérateur de formation agréé selon les modalités définies par le présent arrêté;

4° la « Commission d'agrément » : la Commission d'agrément visée à l'article 5;

5° les « opérateurs de formation » : les opérateurs de formation ayant un siège d'activités situé en Région wallonne, qui dispensent, dans un siège d'activités situé en Région wallonne, les formations qui peuvent faire l'objet d'un paiement à l'aide du chèque-formation et qui sont agréés par le Ministre sur avis de la Commission d'agrément;

6° « l'entreprise » : toute personne physique ou toute personne morale constituée sous la forme d'une société commerciale, assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée, comptant au maximum 50 travailleurs déclarés à l'Office national de la Sécurité sociale et ayant un siège d'exploitation situé en Région wallonne;

7° « l'émetteur » : l'organisme désigné par le Ministre chargé de l'émission et du paiement des chèques-formation;

8° « le travailleur » : la personne occupée dans les liens d'un contrat de travail, exerçant son activité dans le cadre d'un siège d'exploitation situé en Région wallonne, ainsi que la personne affiliée, à titre principal, à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants en tant que gérant ou associé actif;

9° « l'Administration » : la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Art. 3. Dans la limite des crédits budgétaires inscrits à cet effet, l'entreprise peut acquérir des chèques-formation auprès de l'émetteur au prix de 600 francs à concurrence d'un nombre maximal de 400 chèques-formation par an.

Après avoir été réceptionné par l'opérateur de formation, le chèque est remboursé par l'émetteur à l'entreprise pour un montant de 1 200 francs diminué du coût horaire de la prestation effectuée par l'opérateur de formation.

Néanmoins, si le coût de l'heure de formation excède 1 200 francs, l'entreprise est tenue d'acquitter le solde.

Le chèque-formation est destiné à permettre aux travailleurs de l'entreprise qui suivent une formation auprès d'un opérateur de formation de payer les heures de formation suivies.

Le Ministre peut limiter l'octroi de chèques-formation à certains secteurs d'activités et à certains types de formation. Dans ce cas, sa décision motivée devra exclusivement prendre en considération les principes et objectifs de développement durable ou de création d'emplois.

Le chèque-formation est octroyé exclusivement pour les formations dispensées pendant les heures normales de travail en vigueur dans l'entreprise pour tout travailleur occupé dans les liens d'un contrat de travail.

Art. 4. Il est créé, au sein de l'administration centrale du FOREm une cellule chargée, selon les modalités déterminées par une convention conclue entre le FOREm et le Ministre, de :

- 1° fournir aux entreprises tout renseignement relatif aux formations dispensées par les opérateurs de formation;
- 2° assister les entreprises par rapport à leurs besoins de formation;
- 3° établir une convention et un cahier des charges avec l'émetteur;
- 4° mettre en œuvre, promouvoir, coordonner le dispositif et assurer l'encadrement de la distribution des chèques-formation;
- 5° fournir aux organes paritaires, à la délégation syndicale ou au comité subrégional de l'Emploi et de la Formation compétent les renseignements concernant les aides perçues par une entreprise sous forme de chèques-formation.

Art. 5. § 1^{er}. Il est créé, au sein de l'Administration, une Commission d'agrément, chargée de remettre au Ministre des avis sur l'octroi, le renouvellement et le retrait d'agrément des opérateurs de formation, selon les critères suivants :

- 1° le caractère adéquat, pour l'entreprise, des formations dispensées;
- 2° le caractère qualifiant, pour le travailleur, des formations dispensées;
- 3° le respect, par l'opérateur de formation, des législations sociales, fiscales et des conditions édictées par le présent arrêté.

Le Ministre peut préciser, sur proposition de la Commission d'agrément, les critères visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. La Commission d'agrément se compose :

- 1° d'un président représentant le Ministre;
- 2° de deux membres effectifs et d'autant de suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs;
- 3° de deux membres effectifs et d'autant de suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;
- 4° d'un représentant de l'Administration chargé du secrétariat de la Commission;
- 5° d'un représentant de la cellule interface du FOREm qui assiste aux réunions à titre d'observateur avec voix consultative.

§ 3. Le mandat des membres a une durée de trois ans. Il est renouvelable. Il prend fin :

- 1° en cas de démission;
- 2° lorsque l'organisation qui a proposé un membre demande son remplacement;
- 3° lorsqu'un membre ne fait plus partie de l'organisation qu'il représente.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant l'expiration de celui-ci est remplacé pour la période qui reste à couvrir.

Le Ministre désigne les membres de la Commission sur proposition des organismes qu'ils représentent en ce qui concerne les membres visés au § 2, 2° et 3°.

Art. 6. Pour être agréé, l'opérateur de formation doit introduire une demande auprès de la Commission d'agrément selon un modèle déterminé par le Ministre.

Art. 7. L'intervention sous la forme de chèques-formation ne peut en aucun cas être cumulée avec une autre aide qui serait accordée, à charge de la Région wallonne, à l'occasion de la même formation.

Art. 8. Le contrôle et la surveillance du présent arrêté sont exercés par les inspecteurs sociaux de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, selon les modalités visées au décret du 5 février 1998 relatif au contrôle et à la surveillance des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels.

Art. 9. Le présent arrêté produira ses effets dans les 8 jours qui suivront sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Patrimoine et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 2107

[C - 98/27478]

23 JULI 1998. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de opleidingscheques

De Waalse Regering,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestdienst voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op de artikelen 2 en 23, § 1;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 6 april 1998;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 10 maart 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 januari 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 februari 1998;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « Minister » : de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

2° « FOREm » : de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

3° « opleidingscheque » : de cheque waarvan het bedrag in artikel 3 wordt vermeld en waarmee de onderneming via de werknemer één uur opleiding kan betalen die gegeven wordt door een onder de voorwaarden van dit besluit erkende opleidingsoperateur;

4° « Erkenningscommissie » : de in artikel 5 bedoelde erkenningscommissie;

5° « opleidingsoperateurs » : de opleidingsoperateurs die een activiteitenzetel in het Waalse Gewest hebben, en die binnen een in het Waalse Gewest gelegen activiteitenzetel opleidingen geven die betaalbaar zijn met opleidingscheques. De operateurs worden door de Minister erkend, na advies van de Erkenningscommissie;

6° « onderneming » : natuurlijke of rechtspersoon opgericht in de vorm van een aan de BTW onderworpen handelsvennootschap, met maximum 50 bij de R.S.Z. aangegeven werknemers en een exploitatiezetel in het Waalse Gewest;

7° « uitgever » : de door de Minister aangewezen instelling die belast is met de uitgifte en de betaling van de opleidingscheques;

8° « werknemer » : de bij arbeidsovereenkomst tewerkgestelde persoon die zijn activiteit binnen een in het Waalse Gewest gelegen exploitatiezetel uitoefent, alsook de persoon die voornamelijk als zaakvoerder of actieve vennoot aangesloten is bij het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;

9° « Bestuur » : de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest

Art. 3. De onderneming kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, jaarlijks maximum 400 opleidingscheques van 600 BEF bij de uitgever verkrijgen.

Zodra de opleidingsoperateur de cheque in ontvangst heeft genomen, wordt deze door de uitgever aan de onderneming terugbetaald ten belope van 1 200 BEF, na aftrek van de kosten van de door de operateur gegeven opleiding.

Als de opleiding meer dan 1 200 BEF per uur kost, moet de onderneming evenwel het saldo betalen.

De opleidingscheque dient om de werknemers van de onderneming, die een opleiding bij een opleidingsoperateur volgen, in staat te stellen de opleidingsuren te betalen.

De Minister kan de toekenning van opleidingscheques beperken tot bepaalde activiteitensectoren en types opleiding. In dit geval moet zijn met redenen omklede beslissing uitsluitend rekening houden met de principes en doelstellingen inzake de duurzame ontwikkeling of de creatie van nieuwe arbeidsplaatsen.

De opleidingscheque wordt uitsluitend toegekend voor opleidingen die binnen de onderneming tijdens de normale werkuren worden gegeven aan elke werknemer die bij arbeidsovereenkomst tewerkgesteld is.

Art. 4. Binnen het centrale bestuur van de FOREm wordt een cel opgericht om de onderstaande opdrachten te vervullen op de wijze die bij een tussen de FOREm en de Minister gesloten overeenkomst wordt bepaald :

1° de ondernemingen alle gegevens verstrekken i.v.m. de door de opleidingsoperateurs gegeven opleidingen;

2° de ondernemingen in hun opleidingsbehoeften helpen voorzien;

3° met de uitgever een overeenkomst uitwerken en een bestek opmaken;

4° het stelsel ten uitvoer brengen, bevorderen en coördineren en bijstand verlenen bij de uitdeling van de opleidingscheques;

5° de paritaire organen, de vakbondsafvaardiging of het bevoegde subregionale comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming inlichten over de door een onderneming in de vorm van opleidingscheques verkregen hulp.

Art. 5. § 1. Binnen het Bestuur wordt een Erkenningscommissie opgericht om de Minister advies te geven over de toekenning, de vernieuwing en de intrekking van de erkenning van de opleidingsoperateurs, op grond van de volgende criteria :

- 1° voor de onderneming, de geschikte aard van de gegeven opleidingen;
- 2° voor de werknemer, de kwalificerende aard van de gegeven opleidingen;
- 3° de inachtneming door de opleidingsoperateur van de sociale en fiscale wetgeving en van de bij dit besluit bepaalde voorwaarden.

De Minister kan de in het eerste lid bedoelde criteria nader bepalen op voorstel van de Erkenningscommissie.

§ 2. De Erkenningscommissie bestaat uit :

- 1° een voorzitter, die de Minister vertegenwoordigt;
- 2° twee gewone leden en evenveel plaatsvervangende leden, die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;
- 3° twee gewone leden en evenveel plaatsvervangende leden, die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen;
- 4° een vertegenwoordiger van het Bestuur, die het secretariaat van de Commissie waarneemt;
- 5° een vertegenwoordiger van de interface cel van de FOREm, die de vergaderingen bijwoont als waarnemer met raadgevende stem.

§ 3. Het mandaat van de leden duurt drie jaar. Het is vernieuwbaar. Het eindigt :

- 1° in geval van ontslagneming;
- 2° wanneer de instelling die een lid voorgedragen heeft, om zijn vervanging vraagt;
- 3° wanneer een lid niet langer deel uitmaakt van de instelling die het vertegenwoordigt.

Het lid dat zijn mandaat niet tot het einde uitoefent, wordt voor de overige duur vervangen.

Wat de in § 2, 2° en 3°, bedoelde leden betreft, wijst de Minister de leden van de Commissie aan op de voordracht van de instellingen die ze vertegenwoordigen.

Art. 6. Om erkend te worden moet de opleidingsoperateur een aanvraag bij de Erkenningscommissie indienen aan de hand van een formulier waarvan de Minister het model bepaalt.

Art. 7. De tegemoetkoming in de vorm van opleidingscheques mag in geen geval gecumuleerd worden met een andere hulp die in het kader van dezelfde opleiding ten laste van het Waalse Gewest zou worden verleend.

Art. 8. Het toezicht en de controle op de naleving van dit besluit worden door de sociale inspecteurs van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest uitgeoefend, overeenkomstig de voorschriften bedoeld in het decreet van 5 februari 1998 tot aanwijzing van de sociale inspecteurs die toezicht en controle zullen uitoefenen op de naleving van de wetgeving op de omscholing en de bijscholing.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking binnen acht dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[98/22432]

4 JUNI 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 april 1995 houdende benoeming van de leden van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 en gewijzigd bij de wet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1989 betreffende de samenstelling van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1989 houdende samenvoeging van de afdeling Programmatie en de afdeling Erkenning van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen;

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[98/22432]

4 JUI 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 avril 1995 portant nomination des membres du Conseil national des établissements hospitaliers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987 et modifiée par la loi du 30 décembre 1988, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1989 relatif à la composition du Conseil national des établissements hospitaliers;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1989 fusionnant la section Programmation et la section Agrément du Conseil national des établissements hospitaliers;